



**FRONT
DE GAUCHE**

ELECTIONS CANTONALES RUEIL 20 et 27 MARS

DES RAISONS DE VOTER FRONT DE GAUCHE

Le système économique est en crise profonde. Le secteur financier, premier responsable de la crise, sauvé à coups de milliards d'euros par les fonds publics, entend maintenant dicter ses exigences aux Etats, imposer l'austérité, le recul de l'âge de la retraite, l'allongement du temps de travail, la casse des services publics.

**Vous avez raison d'être en colère.
Dites-le. Votez
Voter pour les candidats Front de Gauche,
c'est émettre un bulletin de protestation.
C'est aussi plus que cela.**

De plus en plus de richesses sont créées, mais les générations qui montent vivent plus mal que les précédentes. La logique du système de concurrence entraîne, outre l'exploitation des hommes, une exploitation sans précaution des ressources de la nature, qui met en cause les équilibres écologiques.

Ce système économique montre son incapacité à subvenir aux besoins des personnes et ses dangers. Il est nécessaire de le remettre en cause, de modifier radicalement les critères de décision pour y installer, en lieu et place de la seule recherche des profits et des dividendes et de la concurrence exacerbée, la coopération, l'emploi et la sécurité professionnelle, la solidarité, le respect des contraintes environnementales, l'intervention du plus grand nombre dans les choix qui les concernent.

Voter pour les candidats du Front de Gauche, c'est dire qu'il est temps de procéder à de réelles transformations, c'est peser pour que l'ensemble de la gauche s'y attelle au lieu de se préparer à gérer, à son tour, le système.

**Voter pour les candidats Front de Gauche,
c'est se prononcer pour une transforma-
tion économique et sociale.**

Pour un département, solidaire écologique et citoyen



Camille Barré

Médiathécaire
Responsable associative et politique

Marc Becquey

Conseiller municipal
Remplaçant

***Camille Barré** : 51 ans, est membre du Comité National du Parti communiste et membre de la coordination de l'inter-LGBT, Interrass associative lesbienne, gay, bi et trans. Au sein de son association et au sein des instances dirigeantes de son parti politique, elle contribue à l'action contre les discriminations.*

Le vote pour Camille Barré sera aussi un message envoyé pour que ces questions soient mieux prises en considération.

Front de Gauche, NPA, personnalités du mouvement social **Large rassemblement dans les Hauts de Seine**

Un accord a été conclu dans les Hauts de Seine entre les trois partis du Front de Gauche, Alternative Citoyenne, la FASE, la Gauche Citoyenne de Nanterre, pour présenter dans chaque canton renouvelable des candidats communs. Le parti de gauche présentera ainsi le candidat titulaire à Asnières, Châtillon et Vanves, le parti communiste à Nanterre et à Gennevilliers, où il a des élus sortants et dans un certain nombre d'autres cantons, dont Rueil.

La fédération 92 Sud du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) a décidé de participer à ce rassemblement. Le NPA présentera le candidat titulaire commun à Issy-les-Moulineaux.

Des personnalités actives dans le mouvement social, comme la dirigeante associative Latifa Meyra à Gennevilliers ou le syndicaliste Mohamed Allal à Nanterre, participent également aux listes présentées.



Changer de politique dans les Hauts de Seine

Hauts de Seine : richesse et inégalités

Les Hauts-de-Seine sont, après Paris, le département le plus riche de France, mais les inégalités y sont immenses. Le nombre d'assujettis à l'impôt sur la fortune et de bénéficiaires du bouclier fiscal y est considérable, mais le nombre de quartiers en déshérence y est tout aussi important et la pauvreté est encore omniprésente.

Les compétences du Conseil Général touchent à de nombreux aspects de la vie quotidienne, action sociale, prévention, enseignement secondaire, sports, culture, santé, jeunesse, ainsi que les questions d'aménagement, d'urbanisme et de transport à l'échelle du département.

Avec un budget de 2.2 milliards d'euros, le département des Hauts de

Seine aurait les moyens d'atténuer les inégalités, de permettre à tous d'accéder aux services de santé, au sport, à la culture. Il pourrait permettre à tous les collégiens du département de pouvoir déjeuner au collège, alors que les tarifs des demi-pensions restent dissuasifs pour de nombreuses familles.

Une politique résolument libérale

L'Etat se désengage de nombre de ses missions de solidarité sur les départements. La majorité de droite du département lui emboîte le pas, réduit également tout ce qui n'est pas obligatoire dans ce domaine et se défait sur les communes. C'est le cas des crèches départementales transférées aux communes ou des « Espaces Insertion » qui ne sont plus financés qu'à 70%.

Cette majorité réduit également ses missions de service public en déléguant, par exemple, les missions d'insertion au privé, avec des résultats désastreux, ou en externalisant la restauration dans les collèges.

Pour un département solidaire et citoyen

Il faut en finir avec cette politique anti-sociale, mettre en place une politique de solidarité, permettre aux citoyens d'intervenir de contribuer aux choix qui les concernent. Les élus du Front de Gauche mettront toutes leurs forces pour infléchir dans ce sens la politique du Conseil Général. **Ils auront d'autant plus de poids qu'ils auront été nombreux à être élus, mais aussi d'autant plus qu'ils auront recueilli de suffrages, partout dans le département. En votant pour Camille Barré, vous pouvez y contribuer.**

La « Fac Pasqua » : un gouffre à argent public au service d'une fac privée

Le Conseil général consacre à l'enseignement supérieur 8,5 M€ en 2010. Mais sur cette somme, 7M€, votés sans aucun débat, soit 82 % vont au Pôle privé Léonard de Vinci alors qu'il ne représente que 4 % des effectifs d'étudiants (2000 étudiants sur 50 000).

Au total depuis sa création, la Fac Pasqua a englouti 582 M€ d'argent public dépensés notamment en salaires mirobolants pour le directeur général (165 000 €) et pour certains enseignants à temps partiel (qui à plein temps empocheraient 185 000 €), etc.

Cette gabegie explique que le coût moyen par étudiant s'élève à un montant compris entre 11 430 € et 10 000 € à rapprocher des dépenses des écoles comparables qui vont de 6 600 € à 9300 €.

Quel gâchis au profit de quelques privilégiés alors que le besoin d'un enseignement supérieur public de qualité et ouvert au plus grand nombre est criant !

Pour en finir avec ce scandale, nous demandons :

- de mettre fin à la subvention départementale
- un débat public sur l'avenir du Pôle, la convention de mise à disposition des locaux arrivant à terme en 2011
- de poursuivre la réflexion pour que ce Pôle serve enfin l'enseignement supérieur

Adhérent du Parti de Gauche de Jean-Luc Mélançon et Martine Billard depuis sa fondation, je soutiens les candidats du Front de Gauche sur le canton de Rueil, mes amis Camille Barré et Marc Becquey, avec lesquels j'ai un long passé de lutte, de débats et de réflexions en commun. **Gilbert Prouveur**



Pour un département solidaire, écologique et citoyen

Pour plus de solidarité et de réduction des inégalités, nous avançons les propositions suivantes :

Insertion :

Remboursement par l'état des plus de 200 millions d'euros non compensés depuis 2004 au titre du RMI/RSA, rétablissement d'un organisme consultatif départemental où associations concernées, syndicats et élus débattront collectivement de la politique départementale d'insertion. Mise en œuvre d'une politique intégrée d'insertion sociale, qui doit assurer une sortie qualifiante vers un emploi stable.

Lutte contre les violences faites aux femmes :

Doublement du nombre des places en hébergement d'urgence et accès conventionné au logement social. Campagne permanente de sensibilisation. Création d'un observatoire départemental. Mise en place d'un téléphone d'alerte.

Petite Enfance :

Création de places en crèches suffisantes pour répondre aux besoins des familles. Création d'une école départementale pour la formation aux métiers de la petite enfance.

Enseignement :

Rétablissement des bourses pour les lycéens et étudiants, création d'une bourse départementale de rentrée scolaire de 150 euros pour les collégiens, application d'un quotient fami-

Plus d'informations sur : les-communistes-de-rueil.over-blog.com

lial pour la détermination des tarifs de demi-pension, avec une moyenne de 3 euros par repas.

Politique économique :

Contrôle des aides publiques accordées aux entreprises et conditionnement de ces aides au maintien et au développement de l'emploi.

Jeunesse :

Financement à 50% la carte Imagin'R pour tous les collégiens, lycéens et étudiants, création d'un dispositif pour le financement du permis de conduire, mise en place d'une « carte culture » permettant des tarifs réduits pour les jeunes de 16 à 25 ans dans les cinémas et salles de spectacle.

Culture :

Mise en place de lieux de création artistique pour que chacun puisse développer ses talents.

Sports :

Rééquilibrage au profit des associations sportives du budget, absorbé actuellement pour plus de moitié par le Racing Métro 92.

Transports :

Action pour le prolongement effectif du T1 vers Nanterre et Rueil-Malmaison; Attribution de la carte Améthyste à partir de 60 ans, y compris pour les bénéficiaires du PAM 92.

Environnement :

Le groupe Front de Gauche mènera, avec les citoyens concernés, la bataille politique pour obtenir de l'état et des entreprises les moyens financiers permettant la mise en œuvre du plan climat 92.

Logement

100 000 familles sont en attente de logements sociaux dans les Hauts-de-Seine. Face à ces besoins criants, le Conseil Général s'était fixé l'objectif de construire 3300 logements par an. Les résultats sont loin du compte : 2590 logements sociaux ont été financés en 2006, 1965 en 2008, 1963 en 2009, auxquels s'ajoute, il est vrai, le rachat de 1317 logements d'ICADE. Parmi les logements neufs, de plus en plus sont des logements de type PLS, dont le loyer dépasse 500 euros pour un F3. Le nombre de logements PLA-I et PLUS, dont le loyer est inférieur à 350 euros pour un F3, ne cesse de diminuer. Leur nombre était de 752 en 2009, le plus bas de ces dix dernières années.

Nous demandons, notamment :

- la construction de 5500 logements sociaux par an,
- la suppression des subventions aux villes qui ont moins de 20% de logements sociaux sur leur territoire,
- la construction de logements sociaux étudiants,
- la mise en place de procédures permettant d'éviter les expulsions locatives de ménages de bonne foi.

Le combat pour la place des femmes en politique reste d'actualité

Ces élections cantonales sont l'occasion de constater que le combat pour la place des femmes en politique reste d'actualité. Le graphique ci-dessous donne, à gauche, la répartition des élus par groupe et par sexe au Conseil Général des Hauts de Seine.

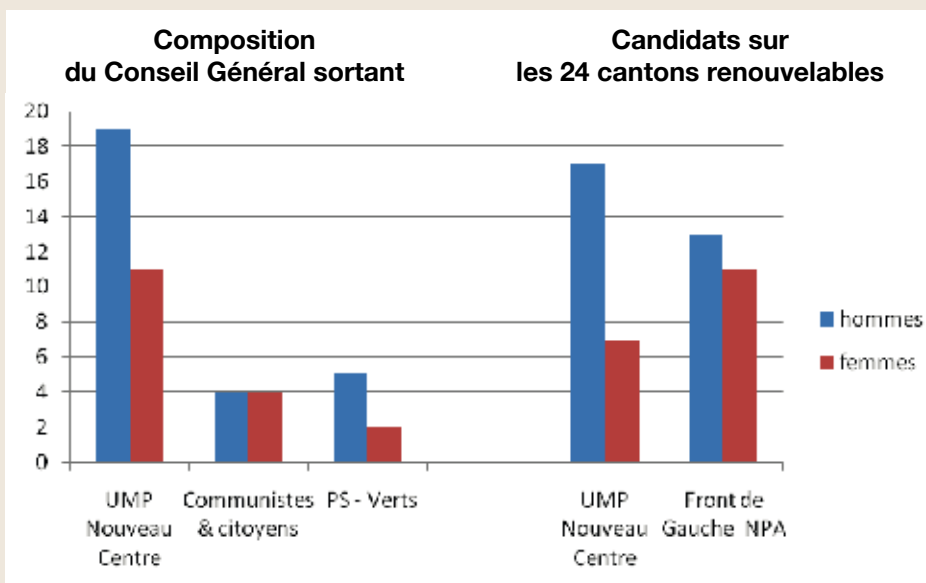
Le déséquilibre est patent, à l'exception du groupe communiste et citoyen, dont le combat en faveur de la parité est une question de principe. Cela ne risque d'ailleurs pas de s'arranger. La nouvelle loi électorale prévoit de présenter aux élections cantonales des tickets à parité, le suppléant devant être du sexe opposé à celui du titulaire. Le suppléant ne remplace le titulaire élu qu'en cas de démission ou de décès. Parmi les 24 candidats communs UMP-Nouveau Centre à l'élection de 2011 dans les Hauts-de-Seine, 7 femmes sont en position titulaire, 17 sont reléguées en seconde position, ... à vrai dire en position seconde, en position de s'effacer après l'élection.

L'alliance des partis du Front de Gauche et du NPA, reprenant le combat de la place des femmes, présente, elle, sur le département, 11 femmes et 13 hommes en titulaires.

A Rueil, sur 7 candidats, Camille Barré est la seule femme titulaire.

A Rueil, sur 7 candidats, Camille Barré est la seule femme titulaire.

Si vous en avez assez de ne voir que des hommes au premier rang, nous vous invitons à vous servir du bulletin de vote pour Camille Barré comme manifeste pour la place des femmes en politique.



PROCURATIONS

**Vous voulez voter pour Camille Barré, mais vous êtes absents le jour de l'élection ?
Envoyez un message à marc.becquey@free.fr ou laissez un message sur le répondeur du 01 47 51 95 59,
nous vous mettrons en contact avec une personne à qui vous pourrez donner procuration.**



Liberté Égalité Fraternité, belle devise que chacun d'entre nous peut voir à tout instant sur le fronton des bâtiments publics.

Cette devise est malheureusement si souvent piétinée aujourd'hui dans l'expression de notre vie réelle, qu'elle finit par ressembler à un étendard mité et non plus au symbole fier et glorieux de notre république.

Pour la droite l'organisation sociale et son contrôle ne peut pas s'envisager sans subordination à son système de valeur. Avec pour corollaire des droits qui relèvent plus du clientélisme que de la citoyenneté républicaine, égalitaire et émancipatrice que nous défendons.

Ce n'est pas avec Nicolas Sarkozy que les choses vont s'arranger. Car c'est au fondement même de l'idéologie réactionnaire et conservatrice que la droite puise son mode de pensée et d'action qui concourt à la division de notre peuple. Instaurant des traitements différenciés en fonction des origines sociales, culturelles et physiques, stigmatisant des pratiques qui relèvent strictement de la vie privé.

Pouvons-nous encore accepter en 2011 l'inégalité de traitement faite à des millions de femmes et d'hommes dans ce pays ? Violence sociale, violence sécuritaire, violence d'état sont portées par la politique du gouvernement.

Pouvons-nous encore supporter des violences plus individuelles, prégnantes dans le système idéologique dominant, que sont les discriminations telles que : sexisme, le racisme, les LGBT-phobie et l'handiphobie, ainsi que l'islamophobie et tout ce qui porte atteinte à la dignité humaine ?

Refusons cette alliance souterraine des préjugés à un système politique pour que l'air de ce pays ne finisse pas par devenir irrespirable.

Je crois qu'il est grand temps de ne plus accepter l'inacceptable et de commencer à inverser les choses.

Mettons en commun ce qui nous rassemble, faisons émerger une société plus harmonieuse où l'acceptation du singulier et de la différence sera envisagée comme une richesse et un apport à notre société plus que comme une attaque à un modèle social dominant qui se sentirait menacé.

Ce jour-là seulement, que j'appelle de mes vœux, je pourrai envisager de façon plus riante cette belle devise auquel je crois encore et qui forge ma conscience et me donne la force de vivre dans la liberté l'égalité et la fraternité.

Camille Barré

**Elections cantonales 20 mars 2011
Canton de Rueil-Malmaison**

REUNION PUBLIQUE du FRONT de GAUCHE



**Sur les enjeux
des élections cantonales et après....**

LE MERCREDI 9 MARS à 19H30

**Rueil-Malmaison
Salle polyvalente de la mairie de quartier
Place du 8 mai 1945**

En présence des candidats

**Camille BARRÉ
Marc BECQUEY**

et

**Patrice LECLERC
Conseiller général
du Groupe communiste et citoyen**

SOUTIEN FINANCIER

Si vous souhaitez soutenir le front de gauche et ses candidats, vous pouvez envoyer un chèque, libellé au nom de Marc Petey, mandataire de Camille Barré, à l'adresse suivante :

Campagne « FRONT DE GAUCHE », 4 rue Gambetta, 92500 – Rueil-Malmaison.

Conformément aux dispositions relatives au financement des campagnes électorales, vous recevrez un reçu et vous pourrez déduire, l'année prochaine, 66% de la somme versée de vos impôts.